

L'événement

Rentrée 2005 : c'est déjà la grogne

AVEC LA SUPPRESSION de 46 classes contre seulement 14 ouvertures dans le primaire, les orientations de la future carte scolaire, qui définit la répartition des postes à la rentrée prochaine, cristallisent les mécontentements dans la capitale. Parents et enseignants ont décidé de manifester leur hostilité sous les fenêtres du rectorat où se tient aujourd'hui le comité départemental de l'Éducation nationale (Cden) — nouvelle étape de la concertation entre les différents acteurs. Certaines écoles, comme celle du Mont-Cenis dans le XVIII^e arrondissement ont même choisi de ne pas faire classe en signe de protestation.

L'inquiétude est palpable dans tous les arrondissements les plus touchés par les projets du rectorat. Ainsi dans le XIII^e où 8 classes doivent fermer leurs portes, une grande réunion de mobilisation et d'information s'est tenue mardi soir après l'occupation de l'école Arago par des parents en colère. Et aux Epinettes (XVII^e) les enseignants ont devancé l'appel en organisant une journée de grève dès lundi dernier. « Le directeur a appris par hasard qu'une classe serait supprimée à la prochaine rentrée, explique Laurence Colombel mère d'une élève. Nous sommes placés en ZUS (zone urbaine sensible) c'est-à-dire que l'école accueille des élèves en très grande difficulté qui parfois ne savent même pas lire en CM 1. S'ils nous enlèvent cette classe, ça va être terrible. »

Une carte scolaire où les petits arrangements vont bon train

C'est dire si le Cden d'aujourd'hui risque de connaître quelques tensions. « Surtout si nous n'obtenons pas certaines réponses, notamment pour tout ce qui touche à l'enseignement spécialisé pour les élèves en difficulté », prévient Nicolas Wallet du Snuipp, syndicat des enseignants du primaire.

Mais l'autorité de tutelle n'entend pas se laisser intimider. Le recteur, Maurice Quénet, rap-

pelle que « le premier degré conservera l'intégralité de ses moyens en personnels alors que le nombre d'élèves décroît depuis plusieurs années ». Mais surtout, le patron de l'école à Paris estime qu'une fois de plus les prévisions des directeurs d'école sont surévaluées. « En 2002, ils prévoient 2 000 élèves supplémentaires en cours élémentaire et il y en a eu 400, explique le rectorat. Pour l'année prochaine, les services statistiques du ministère tablent sur 1 500 élèves en moins sur l'ensemble du 1^{er} degré, ce qui veut dire que nous allons travailler avec les moyens nécessaires pour 58 000 élèves alors que nous n'en aurons que 56 438 et peut-être moins. »

Mais d'autres critiques viennent alimenter le débat. Comme Michel Delattre de l'Unsa, certains dénoncent une carte scolaire très politique où les petits arrangements vont bon train. « Aussi il faudra regarder de près si l'équité est respectée entre les différents arrondissements », insiste le syndicaliste. La politique sera de toute façon au cœur des débats puisque, comme le note ce directeur d'une école du XX^e : « Cette carte scolaire est dans la droite ligne du projet de loi Fillon. » Une loi, débattue mardi prochain au Parlement, qui n'en finit plus de susciter l'hostilité.

FRÉDÉRIC GOUAILLARD

Les collèges aussi sont touchés

MÊME SI le primaire tiendra la vedette de la réunion prévue aujourd'hui au rectorat, les collèges ne seront pas oubliés. L'annonce de la sectorisation des établissements — affectation des élèves dans un collège ou lycée en fonction de leur lieu d'habitation — ne devrait pas poser de gros problèmes d'autant que peu de changements sont à prévoir. Même si l'ouverture du collège de la rue Varèse (XIX^e) va générer de nouvelles habitudes. Ainsi les élèves des rues Delesseux, Ardennes ou Lunéville seront désormais affectés dans ce nouvel établissement. De même dans le XVII^e, les collégiens de la rue Logier iront désormais étudier à Pierre-de-Ronsard.

Trop d'heures en moins

Mais c'est surtout la dotation horaire globale (DHG) — nombre d'heures de cours attribués à chaque établissement — qui risque, une fois de plus, de faire grincer des dents. Dans le XVIII^e, les enseignants des sept établissements se sont réunis mardi soir pour évoquer la perte de 10 à 60 heures par semaine suivant les collèges. « Certains établissements vont être obligés de supprimer une classe, mais ce sont les aides aux élèves qui vont en pâtir les premières. Nous avons donc demandé à être reçus en délégation par le rectorat », explique un professeur de Le Tac.

D'autre part, il est désormais acquis que, dans cet arrondissement, les collèges Hébert et Berlioz vont perdre leur statut de ZEP.

F.G.